

# Alternative Libertaire

anticapitalisme  
autogestion

## ENSEIGNANTS ET JEUNES EN LIGNE DE MIRE

En cette rentrée 2006, le gouvernement poursuit une politique cohérente de casse du service public d'éducation par un laminage progressif de nos garanties collectives ; l'accroissement d'un volume d'emplois précaires, déqualifiés et sous-payés ; la suppression de postes statutaires ; la caporalisation des personnels ; la dévalorisation des enseignements ; le flicage scolaire des jeunes ...

Cette politique s'accompagne d'un retour à l'ordre moral et aux mesures sécuritaires. Les jeunes ne sont pas en reste : 3ème de découverte professionnelle, apprentissage junior, note de vie scolaire... pour les enfants des classes populaires ne rentrant pas dans le rang d'un système éducatif où le tri social tient lieu d'intégration à une société basée sur les inégalités et la précarité. Et à cela s'ajoute les collègues ambition réussite, où l'on déshabille Paul pour habiller Jacques !

Le service public est soumis à toutes les attaques tandis que le privé continue d'être généreusement arrosé d'argent public, et participe de la casse de la carte scolaire...

## GRÈVE DE 24H : REMOBILISER SUR D'AUTRES BASES !

Nous avons raison d'être en grève mais les logiques de l'interfédérale de l'E.N. ne nous illusionnent pas. Après le 28 septembre, serons-nous appelés de nouveau à une grève fin novembre (comme le propose la direction du SNES-FSU) ? Dans les A.G. d'établissement, on nous referra le coup « d'un calendrier de mobilisations bien défini » pour faire entendre au gouvernement notre colère alors que celui-ci et les intérêts privés, fondent tel un bulldozer sur l'éducation nationale.

Les stratégies comme les projets du syndicalisme majoritaire sont encore dominés par un syndicalisme de cogestion et de négociations, propre à l'époque de l'Etat-providence. Celles-ci nous mènent de défaites en défaites, laissant sur le carreau de nombreux collègues, et écœurant de l'action collective les profs les plus combattifs.

L'échec de 2003 pèse encore, pourtant nous n'avons pas d'autres choix que de résister et repartir à l'offensive. Dans ce sens, la formidable leçon de détermination dans la lutte collective que la jeunesse a expérimenté lors du CPE doit nous interpeler. La lutte paie quand celles et ceux qui sont en mouvement allient des formes d'actions directes (occupations, blocages...) à des journées de démonstration de force massive, et cela dans la durée.

Le contenu politique n'est pas secondaire : il y a un lien logique entre le remodelage libéral de la formation initiale et continue ET la précarisation des contrats de travail et leur déqualification. C'est dans ce sens

Militant(e)s d'Alternative Libertaire dans l'Education Nationale, syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, organisé(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire que le système éducatif actuel et la société broie en silence. Rejoignez notre combat, organisons-nous !

## LOIS FILLON/ROBIEN, APPRENTISSAGE JUNIOR, ÉLÈVES SANS-PAPIERS...

# PARER LES MAUVAIS COUPS, AGIR, DÉSOBÉIR !

qu'il faut s'adresser aux parents d'élèves, aux salariés du public et du privé, à la jeunesse. De même, il faut en finir avec l'idée -que gouvernements et patronat ont imposé- selon laquelle les jeunes ne trouvent pas de travail à cause de l'école. Pourquoi ne demande-t-on jamais de comptes aux patrons qui licencient, qui précarisent, qui délocalisent ? Pourquoi ne met-on pas en cause le capitalisme qui demande toujours plus de productivité à une partie de salariés toujours plus restreinte ?! C'est cette société qui détruit les protections collectives qu'il s'agit de mettre en accusation. Il n'y aura pas d'école égalitaire sans changement de société !

Si l'unité syndicale est utile, celle-ci doit se faire sans exclusives, sur des bases de luttes et d'alternatives. Mais il faut aussi favoriser l'auto-organisation de tous les personnels à tous les niveaux possibles (établissements, secteurs, départements...) pour éviter les divisions de certains syndicats prompts à signer des compromis qui n'en sont pas sur le dos de nos mobilisations. Rompre l'isolement des enseignants, c'est aussi faire le choix d'un syndicalisme interprofessionnel, combatif. L'interprofessionnel qui nous a fait défaut en 2003 est à construire quotidiennement dans nos syndicats.

## RIEN À ATTENDRE DE 2007, CONSTRUISONS L'ALTERNATIVE !

Nombreux sont celles et ceux qui veulent légitimement virer la Droite en 2007. L'alternance d'une gauche plurielle relookée tapera sans doute moins fort, mais est-ce pour autant que la situation globale s'améliorera ? Sur les retraites, les contrats précaires et la flexibilité des horaires, les salaires, les privatisations, les délocalisations, les lois sécuritaires, le PS ne propose rien d'autres que d'acter tout ce que la Droite a conduit pendant 5 ans et d'atténuer la régression sociale.

Politique ultra-libérale ou politique social-libérale, la voie est ouverte aux désillusions et à l'extrême droite. Du mouvement de 2003 en passant par le NON du 29 mai et le mouvement anti-CPE, une autre voie existe que celle de l'acceptation d'une gestion du capitalisme et d'une démocratie qui ne représente que les possédants, où nous n'avons aucun contrôle sur les décisions prises.

Une Alternative reste à construire basée sur une stratégie de transformation sociale fondée sur les luttes, la fédération des contre-pouvoirs, l'autogestion et l'auto-organisation des travailleur(se)s. Une Alternative qui vise à l'appropriation sociale de l'économie par les travailleur(se)s, à une démocratie autogestionnaire et fédéraliste.

Alternative libertaire  
BP 295  
75921 PARIS Cedex 19  
contacts@alternativelibertaire.org  
www.alternativelibertaire.org

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. 28/09/06  
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.  
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).  
NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL .....  
ADRESSE.....